

LRD

Le point sur le charbon – et autres projets fossiles – en Allemagne, Suisse et France

8

Le vent tourne en Allemagne

Aucun pays européen ne prévoit autant de centrales à charbon que l'Allemagne. Fin 2008, le dossier de LaRevueDurable sur l'électricité et le charbon identifie 25 centrales planifiées ou en chantier dans ce pays (L'Allemagne, nœud de l'électricité au charbon en Europe, LaRevueDurable n°31, octobre-novembre 2008, pp. 34-35). Dont plusieurs avec la participation d'investisseurs suisses et français. Depuis, une résistance pugnace est venu à bout de cinq « Tueurs de climat », leur sobriquet en Allemagne.

Le vent a sérieusement tourné en septembre 2009. A Datteln (Rhénanie-du-Nord-Westphalie), une décision de justice stoppe une centrale en construction depuis 2007. La surprise est totale ! Le tribunal chargé du dossier donne gain de cause au couple d'agriculteurs qui exploite le champ adjacent au site contre le géant E.ON. Il annule le permis de construire contraire aux plans d'urbanisme, à la protection de la faune et de la flore, et aux directives contre le bruit.

Résultat : la coalition au pouvoir modifie en ce moment les lois en quatrième vitesse pour que le projet puisse reprendre. La lutte continue donc à Datteln. Ailleurs, la pression populaire a raison de trois centrales pendant le Sommet de Copenhague : les centrales prévues à Lubmin, Dörpen et Mayence sont définitivement abandonnées en décembre 2009.

En février 2010, c'est une des trois centrales prévues à Stade qui coule pour cause de violation du plan d'urbanisme. A Düsseldorf, où le refus du charbon gagne les rangs des élus, une autre centrale tombe à l'eau en avril. Au total, les cinq centrales enterrées représentent plus de 25 millions de tonnes de CO₂/an évitées – soit l'équivalent de 5 % des émissions de la France ou de 50 % des émissions de la Suisse. Bien sûr, le mouvement citoyen sort boosté de cette évolution.

Bras de fer en Suisse

Des investisseurs suisses étaient ou sont toujours impliqués dans plusieurs projets de centrales à charbon en Allemagne. Fin 2008,



au moins huit entreprises suisses avaient des intérêts dans quatre centrales en Allemagne et une en Italie (Des entreprises suisses se ruent sur le charbon en Allemagne et en Italie, LaRevueDurable n°31, octobre-novembre 2008, pp. 36-37).

Depuis, l'opposition à ces investissements a remporté plusieurs succès. Le retrait des Forces motrices bernoises de Dörpen, en décem-

bre 2009, signe la fin de cette centrale. En avril 2010, Groupe E et Romande Energie annoncent renoncer à investir dans l'une des trois centrales prévues à Brunsbüttel. Gruyère Energie avait pris la même décision en octobre 2009.

Pour le collectif fribourgeois Non au charbon ! – dont LaRevueDurable est un pilier –, la satisfaction est énorme... mais incomplète. Car ces reculs n'empêchent pas le projet de suivre

son cours. Le contrat qui lie ces investisseurs à l'entreprise Südweststrom, qui coordonne la construction de cette centrale à Brunsbüttel, stipule qu'ils ne peuvent en sortir que s'ils trouvent un repreneur.

Désormais, pour cette centrale, tout se joue dans les Grisons. L'électricien Repower (anciennement Rhätia Energie) y possède 51 % des parts. Le collectif StoppKohle & Co s'est formé, le 28 Janvier 2010, pour faire changer la politique de Repower qui investit aussi dans au moins une centrale à charbon et plusieurs centrales à gaz en Italie. Un référendum cantonal contre l'investissement à Brunsbüttel, le mieux documenté à ce jour, pourrait être lancé.

Sur les deux autres centrales ayant des investisseurs suisses, l'une est en construction (à Lünen), l'autre le sera bientôt (à Wilhelmshaven).

Tous ceux qui souhaitent suivre – en allemand – les discussions du collectif peuvent s'inscrire à la liste de diffusion :

antikohleschweiz@googlegroups.com

Pour rejoindre le collectif, il suffit de s'annoncer auprès de Peter Vogelsanger :

peter@vogelsanger.ch

Multiples projets en France

GDF Suez est l'actionnaire unique d'une des deux autres centrales prévues à Brunsbüttel, d'une des deux centrales encore d'actualité à Stade, et possède les deux tiers de la centrale de Wilhelmshaven qui sera construite. Aucune action n'a lieu en France contre ces investissements. En revanche, des collectifs locaux suivent de près la situation sur leur territoire.

Il y a au moins une bonne nouvelle : c'est la fin du charbon dans la Nièvre (Wilfrid Séjeau, En France, les mineurs menacent de refaire surface dans la Nièvre, LaRevueDurable n°31, octobre-novembre 2008, p. 33). Par une lettre adressée aux maires des communes concernées fin décembre, le ministre Jean-Louis Borloo a refusé la demande de concession de la société Seren pour exploiter une mine à charbon à ciel

ouvert, qui aurait alimenté une centrale. Soulagement pour les quinze associations locales et nationales qui s'y sont opposées.

<http://adsn58.fr/index.html>

Le projet de terminal méthanier du port de Dunkerque (Nord) est peut-être lui aussi coulé. Le préfet a délivré une autorisation, mais le principal promoteur, Dunkerque-LNG, filiale d'EDF, n'a pas donné suite. Il aurait trop de peine à trouver les 700 millions d'euros à investir. La réouverture du robinet gazier en Russie remet en question la rentabilité de cette infrastructure dont le but est de recevoir du méthane solidifié (à -62°C) en provenance du Qatar, de Dubaï et du Nigeria.



Le méthane serait gazéifié sur place et injecté dans un pipeline dirigé vers l'Europe du Nord. Le collectif Sauvons le Clipon, qui a mené la contesta-

tion, reste néanmoins vigilant. La région accueille déjà treize sites Seveso – très dangereux en cas d'accident – et Gravelines héberge la plus grande centrale nucléaire d'Europe. Le terminal serait installé sur l'un des derniers sites préservés de la côte.

www.maison-environnement.org/actualite

Au Havre (Haute-Normandie), les dix associations du collectif contre les nouvelles centrales au charbon se sont réjouies en décembre 2008. Poweo venait d'annoncer l'abandon de son projet de centrale tant que la technique de capture et séquestration du CO₂ ne serait pas au point et rentable. Et le projet de centrale de la société espagnole Endesa était dormant. Un colloque organisé le 25 mai 2010 par la Chaire d'enseignement et de recherche sur le captage, transport et stockage du CO₂, au Havre, a évoqué l'éventualité que la zone portuaire devienne un lieu d'expérimentation sur la capture et le stockage du CO₂. Le collectif est à l'affût d'informations.

<http://2cn2c.free.fr>

Près de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), le collectif Urgence réchauffement climatique a organisé la fronde autour du dossier de centrale gaz-fioul à Ploufragan destinée à assurer les consommations de pointe en Bretagne Nord.

En juillet 2009, Jean-Louis Borloo affirme que cette installation ne se fera pas. L'opposition locale est forte et le site choisi touche une zone humide protégée. Mais un projet relocké de centrale à gaz avec cogénération se prépare dans la région. Une réunion d'information est prévue en juillet. Le collectif est aux aguets.

<http://centrale-ploufragan.org>

A Cherbourg (Manche), le collectif Non au charbon est, lui, fixé. Les travaux de terminal charbonnier ont commencé. Les premiers vraquiers en provenance de Colombie devraient accoster en juillet 2010. La houille sera transbordée sur de plus petits bateaux pour alimenter des centrales britanniques. Ces opérations dégageront sans doute de grandes quantités de poussières qui se déposeront sur la ville et les fonds marins. Tout cela pour quelques années de profit puisqu'il est prévu que les centrales destinataires fermeront dans quelques années.

www.nonaucharbon.com

Royaume-Uni

Ce devait être la première centrale à charbon bâtie sur sol britannique depuis des décennies. Kingsnorth (Kent) a suscité une vague de protestation sans précédent et une alliance gagnante entre les mouvements de solidarité avec le Sud et les organisations écologistes. En octobre 2009, E.ON annonçait que ses plans pour y construire une nouvelle centrale à charbon étaient gelés pour au moins trois ans. En cause : la crise financière. Maintenant, le tandem Cameron-Clegg qui vient d'arriver au pouvoir au Royaume-Uni prévoit de n'autoriser aucune nouvelle centrale à charbon non équipée d'une installation de capture et stockage du CO₂.

www.nonewcoal.org.uk

Les frères Cohen à la mine

La Coalition pour la réalité, qui rassemble des associations aux Etats-Unis, tourne en dérision le Greenwashing de l'industrie charbonnière qui se prétend propre. Pour faire passer le message, tout le monde peut soumettre une publicité. C'est ce qu'on fait, par exemple, les frères Joel et Ethan Coen. Les meilleures sont récompensées.

<http://action.thisisreality.org> ■